

## **COMMUNIQUE du 23 mars 2005**

Paniqués à la perspective d'une victoire du non en France et poussés par les vives critiques des syndicats, les Chefs d'Etats Européens réunis à Bruxelles ont décidé de réviser **la directive Bolkestein** sur l'ouverture des marchés de services dont nous réclamions l'abrogation et de réformer le pacte de stabilité.

Cependant les électeurs et électrices ne doivent pas se laisser abuser par cette décision démagogique qui en dit long sur la mentalité de ceux qui nous dirigent. Les fondements libéraux de L'Union qui sont à l'origine des politiques qui mettent en péril de nombreux travailleurs et les territoires fragiles et peu développés comme la Guadeloupe sont toujours présents. **Seule une renégociation du traité permettra de supprimer définitivement ce libéralisme mortel.**

Les Guadeloupéens qui depuis trop longtemps payent un prix élevé pour ce libéralisme qui s'exprime par la libre circulation des personnes et des biens et qui provoque la mort de notre économie et la disparition de notre identité, doivent **voter non** afin que l'on entende leur volonté de construire un partenariat équilibré avec l'Europe débarrassé de toutes formes de tutelle, de mépris et de domination.

**LE PRESIDENT  
JEAN-PAUL ELUTHER**

**CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE  
22 bis rue Alexandre Isaac Pointe-à-Pitre**